

**> DOSSIER**

Le regard des superviseurs sur les monnaies virtuelles

Sous le titre « Monnaies locales, l'éternel retour », le dossier de notre numéro 53 se terminait sur cette conclusion : « *Les raisons d'être sceptique sur la solidité des perspectives des monnaies locales ou complémentaires ne manquent pas. (...) Et pourtant « elle tourne » : les autorités publiques, au premier rang desquelles les régulateurs, seraient bien inspirés de prêter attention à un engouement devenu une dynamique* ». Conclusion prémonitrice : le 29 octobre 2012, la BCE a publié un rapport sur le thème des schémas de monnaies virtuelles.. Partant de l'analyse de ce rapport, voyons les questions qu'il traite et les autres aspects de ce sujet mouvant, mais qui conquiert de forts symboles grâce au soutien de collectivités locales majeures !

La BCE propose une typologie des monnaies virtuelles

C'est une remarquable étude, dont il faut connaître le contenu et l'approche méthodologique, mais aussi les présupposés, qui en éclairent les conclusions.

Les raisons de cette étude

D'emblée, l'étude définit les monnaies virtuelles comme objets qui se présentent comme des monnaies mais elles s'en différen-

(Suite page 2)

DOSSIER

Pages 2 à 5

- > La BCE propose une typologie des monnaies virtuelles
- > Bitcoin fait son chemin vers... son asymptote
- > Les bitcoins et la théorie économique
- > Nantes lance sa monnaie locale
- > Naples, le Napo : monnaie ou pas monnaie ?
- > CANTON Y RÉFLÉCHIT...

ÉGALEMENT DANS CE NUMÉRO

REPÈRES

Page 6 et 7

- > Display Card, la carte Mastercard nouvelle génération à écran tactile
 - > DME2 : la Commission commence à sévir
 - > Le point sur les retards de paiement en France et en Europe
- #### DÉCODAGES
- Pages 8 à 10
- > L'essentiel à savoir sur ... Keccak, nouvelle référence pour les fonctions de hachage

À SAVOIR

Page 6

- > Gemalto poursuit son expansion européenne
- > CA record pour Ingenico
- > La Ville de Paris expérimente le paiement du parking par SMS

ÉDITO

La guerre des titres restaurant aura bien lieu !

Ils sont quatre émetteurs de ces titres, regroupés au sein d'une « Commission Nationale des Titres-Restaurant », qui réunit, autour de l'oligopole des émetteurs, les représentants des organisations professionnelles d'employeurs, de salariés, de restaurateurs et commerçants assimilés.

Le statut de ces différents titres est défini par la loi française. Le projet de loi en cours de discussion à l'Assemblée Nationale en vue de la transposition de la deuxième directive monnaie électronique aura même pour effet de renforcer ce statut législatif à part puisque le projet tend à faire de l'existence d'un statut législatif spécifique, pour des titres de paiement, un critère d'exception au champ de la monnaie électronique selon la logique du « principe de spécialité ». À bien des égards, ce choix peut se discuter. La plupart des pays européens ont fait entrer ces activités dans le domaine de la monnaie électronique. Une telle option est évidemment plus protectrice des consommateurs et des utilisateurs, notamment en termes de remboursabilité. Mais c'est sur un autre terrain qu'une première bataille lance la guerre : la SFPMEI, émetteur de monnaie électronique propriétaire de la marque Moneo, lance une carte Moneo Resto, avec une offre de remboursement en J+2 au lieu de J+30. Juridiquement possible ou pas ? Parions que nous en reparlerons bientôt !

Cités dans ce numéro : Altères, Bitcoin, Gemalto, Ingenico, Ville de Paris, MasterCard, Nantes, Naples, Standard Chartered Bank Singapore, PT Integra,